

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

SIXIÈME SESSION

Projet de loi n^o 223

(PRIVÉ)

Loi concernant la ville de Bedford

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

Présenté par

M. Pierre Paradis

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980

Projet de loi n° 223

(PRIVÉ)

Loi concernant la ville de Bedford

ATTENDU que certains règlements adoptés par le conseil de la ville de Bedford n'ont pas fait l'objet de publication et qu'il y a lieu de remédier à cette situation et que, par ailleurs, il y a lieu de valider des actes auxquels la ville a été partie;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Les règlements adoptés par le conseil de la ville de Bedford avant le premier janvier 1979 et qui n'ont pas été publiés conformément à la loi, sont réputés être en vigueur et avoir force de loi depuis la date de leur adoption ou, le cas échéant, depuis celle de leur approbation définitive dans le cas où ils ont été soumis à une ou plusieurs approbations.

Aucune irrégularité ou illégalité ne peut être soulevée à l'encontre de ces règlements du fait qu'ils n'ont pas été publiés conformément à la loi.

Le secrétaire-trésorier doit inscrire dans le livre des règlements du conseil de la ville, à la suite de chaque règlement enregistré, un renvoi à la présente loi.

2. Les actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Missisquoi sous les numéros 90386, 99604, 103324, 103362, 106202, 118856, 136676 et 145378 et auxquels la ville de Bedford est partie sont déclarés valides et légaux. Ils sont ratifiés en ce qui concerne les pouvoirs de la ville d'acquérir, de posséder et d'aliéner. La ville a et a toujours eu le pouvoir d'acquérir les immeubles désignés dans ces actes ou contrats, de les posséder et de les vendre ou céder de gré à gré.

À compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les ventes ou les cessions d'immeubles visés aux actes enregistrés sous les numéros 103362 et 118856 sont soumises au sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 de l'article 28 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19).

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.